14

Allocution de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement du Mali.

A

La COP16/CMP6
Cancun, Mexique – 29 Novembre au 10 Décembre 2010.

Madame la Présidente,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Ma délégation voudrait remercier les autorités et le peuple des Etats-Unis du Mexique pour l'accueil chaleureux et les excellentes facilités mises à la disposition des participants à cette très importante Conférence.

Elle se joint aussi à moi pour vous féliciter, Madame la Présidente, pour votre brillante élection pour conduire les travaux de la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ainsi que ceux de la sixième session de la Réunion des Parties au Protocole de Kyoto.

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

Mon pays, le Mali situé au cœur de l'Afrique, à cheval sur le Sahel et le Sahara qui ne cesse de gagner du terrain demeure très vulnérable aux changements climatiques avec une capacité d'adaptation très faible.

« Le problème de changement climatique dépasse les frontières. Aucun État n'a les moyens de protéger à lui seul l'environnement mondial. Seule une action internationale concertée et coordonnée suffira ». Ce message fort du Secrétaire Général des Nations Unies, BAN Ki-moon reste d'une pertinence absolue et nous rappelle s'il en était encore besoin, la place prépondérante du multilatéralisme dans la lutte contre les changements climatiques.

C'est pourquoi chaque session de la Conférence des Parties à la CCNUCC se doit d'être une opportunité à saisir pour harmoniser et mieux coordonner la lutte mondiale contre les changements climatiques.

Nous devons nous concentrer particulièrement aujourd'hui sur les besoins des pays les plus vulnérables qui souffrent déjà de manière disproportionnée des conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes devenus de plus en plus fréquents.

Mesdames et Messieurs,

Le quatrième rapport d'évaluation du GIEC est sans équivoque. Faute de nouvelles mesures pour réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre, la température moyenne de notre planète s'élèvera très probablement de plus de 2° C par rapport à l'ère préindustrielle.

Pour le Mali, pays agricole par excellence, une telle augmentation de température se traduirait par une baisse du rendement des cultures céréalières de 10 à 26% en provoquant la famine pour environ 44% de la population, ce qui accentuera la pression sur les ressources naturelles disponibles, l'exode rural et les conflits.

A partir de ce seuil de 2°C d'augmentation de la température, les conséquences pourraient être irréversibles, voire catastrophiques pour les milieux naturels et pour nos économies.

Au Sahel, nous connaissons bien ce genre de situations d'irréversibilité.

Les dernières grandes sécheresses des décennies 1970 et 1980 que nous avons vécues ont agressé les écosystèmes à un point tel que la reconstitution des milieux n'est plus possible et que l'ensablement s'est généralisé.

C'est pourquoi le peuple malien, à l'instar des deux milliards d'habitants des pays en développement, a accueilli avec beaucoup d'espoir, l'adoption de la Feuille de Route de BALI.

Car celle-ci a le mérite d'avoir balisé clairement le chemin à deux voies séparées qui nous conduira à notre objectif à savoir : une atmosphère

débarrassée d'ici à 2050 d'une très bonne partie de ses gaz à effet de serre avec une température moyenne qui augmenterait de moins de deux degrés Centigrades, afin de préserver notre système climatique de la décadence et permettre à la très grande majorité de pays ici présents de continuer à espérer sur un lendemain meilleur.

Mesdames et Messieurs,

Le Mali, appartenant au Continent le plus vulnérable, attend de la présente Conférence trois résultats majeurs:

- l'amendement de l'Annexe B du Protocole de Kyoto reflétant les engagements ambitieux des pays développés, tel que recommandé par la science, à savoir des réductions de leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% en 2020 par rapport à leur niveau de 1990, et d'au moins 80% en 2050 par rapport au niveau de 1990 afin d'atteindre les plus bas niveaux de stabilisation évalués et établis dans le Quatrième Rapport du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) ;

- la mise en place d'un mécanisme permettant d'aboutir en 2011 à Durban (Afrique du Sud), à un instrument juridiquement contraignant et contenant les résultats des négociations sur les piliers de la Feuille de Route de BALI ;

- l'adoption de décisions permettant :

  - l'opérationnalisation du financement à démarrage rapide (fast start funding) qui devra financer entre autres, les projets d'adaptation issus des Programmes d'Action Nationaux(PANA) des Pays les Moins Avancés(PMA) à hauteur de deux milliards de Dollars US ;
  - la mise en place d'un nouveau mécanisme financier placé sous la tutelle de la Conférence des Parties avec une gouvernance à égale représentation entre pays développés et pays en développement ; ce mécanisme devant disposer de financements accrus de la part des pays développés (au moins 1.5% de leur PNB) stables et prévisibles pour le financement de l'adaptation, de l'atténuation, du transfert des technologies et du renforcement des capacités.

Afin d'obtenir ces résultats, mon pays souhaite que nous nous en tenions aux seuls mandats juridiques du Plan d'Action de Bali conférés par la Convention et l'article 3.9 du Protocole de Kyoto.

Mon pays est d'avis egalement que le Protocole de Kyoto doit être absolument maintenu et ne devra être fusionné avec aucun nouvel instrument.

A ma qualité de président de la Conférence des ministres africains de l'environnement (CMAE), je voudrais saisir cette tribune pour informer la communauté internationale de **l'Engagement de Luanda** sur les changements climatiques et la santé, pris par les ministres africains le 26 Novembre 2010, et solliciter l'appui technique et financier des partenaires pour sa mise en œuvre.

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

Le monde entier nous observe et nous écoute. Envoyons-lui un signal très fort de Cancun en lui démontrant, que par le biais du multilatéralisme, la communauté internationale est capable de venir à bout de n'importe quel défi.
Pour ce faire engageons-nous tous ici et maintenant de façon résolue aussi bien politiquement que concrètement à combattre les changements climatiques.

La crédibilité et la survie du processus climat et du multilatéralisme sont à ce prix.

Je vous remercie de votre attention.